



Genève, le 14-03-2019

Communiqué de presse

aux médias genevois
et à la presse syndicale

Notre réf. 3616-CoT

re8484

Journée internationale de lutte pour le climat à Genève

Les syndicats genevois se battent aussi pour le climat !

Le 15 mars aura lieu la journée internationale de grève pour le climat (« *Global Climate Strike for Future* »). Propulsée par des nombreuses organisations d'étudiants et jeunes travailleuses et travailleurs depuis différents pays, cette journée s'inscrit dans la continuité des précédentes mobilisations. Le 2 février déjà, plus de 50'000 personnes ont manifesté en Suisse pour exiger des mesures urgentes au Conseil Fédéral, plus de 4'000 manifestants ont crié leur colère à Genève. Les syndicats genevois soutiennent cette lutte et prennent leurs mesures au sein des Caisses de pension.

Des hivers de plus en plus doux, des chutes de neige toujours plus rares, des sécheresses plus fréquentes et des phénomènes extrêmes et destructeurs comme rarement connus par le passé. Toute la région alpine connaît depuis des années des changements radicaux et rapides de son climat. Selon certaines études, les Alpes seront la région la plus touchée au niveau européen sur l'étendue des modifications du climat et de l'environnement. Les conséquences sur les activités humaines seront aussi profondes et radicales. Une politique au service du peuple aurait déjà pris les décisions qui s'imposent dans une situation d'urgence climatique comme celle-ci. Mais des intérêts privés toujours plus puissants et une approche très idéologique à la question ont *de facto* empêché notre pays d'avoir une vraie stratégie de transition. Il n'est donc aucunement surprenant de voir dans les rues de Suisse, comme d'Europe et du reste du monde, des milliers de jeunes et d'étudiants demander à haute voix des mesures urgentes et nécessaires. Le mouvement syndical genevois se place aux côtés de la jeune génération dans cette lutte.

Changer le système, pas le climat

L'actuel modèle économique est fondé sur l'accumulation infinie du capital en profitant de l'exploitation de l'environnement et des toutes les formes vivantes (y compris l'être humain). Il est désormais et sans doute la cause principale du désastre environnemental, social et économique que la planète entière est en train de vivre. Les syndicats sont prêts à jouer leur rôle pour contribuer à un changement du modèle économique. Transformer la mobilité, modifier les sources de production énergétique, changer les habitudes de consommation, se former pour des emplois « verts » ne sont qu'une partie des défis qui attendent la société suisse. Des changements qui ont un coût, des fois très important. Seules une meilleure répartition des richesses et une fiscalité plus juste et solidaire pourront éviter que les classes populaires et les travailleurs soient les seuls à payer le prix fort de la transition. Nous avons tous besoin d'un projet de société du futur, à la hauteur des demandes de la nouvelle génération qui aujourd'hui manifeste dans les rues.

Un Conseil Fédéral aveugle, sourd et muet

Face à l'urgence climatique le gouvernement suisse continue de mener sa politique de l'autruche, prisonnière des choix des puissants lobbies industriels et financiers. Les partis ultraconservateurs qui ont la majorité aux Chambres ont montré jusqu'à maintenant toute leur arrogance et mépris pour les questions soulevées par le changement climatique. Et face aux revendications légitimes de



cette jeune génération le Conseil Fédéral ne fait que se laver les mains de ses responsabilités et poursuivre plutôt la même politique destructrice de ces dernières décennies. Comme par exemple l'achat de permis de polluer à l'étranger, un choix injuste que de faire porter le fardeau de notre consommation excessive à des populations qui en sont très souvent les premières victimes. Ou encore le retard dans la dotation d'une législation contraignante concernant la responsabilité des multinationales, ces entreprises qui ont trouvé en Suisse un paradis à l'abri de toute poursuite pénale alors qui sont à l'origine de grandes catastrophes, comme confirmé par le dernier triste exemple de la société brésilienne VALE.

Caisses de pension : une nouvelle politique d'investissement

En dépit de l'absence de toute intervention gouvernementale, le mouvement syndical genevois fait le choix de ne plus attendre et de prendre l'initiative. Depuis 2017, les délégués de la CGAS ont voté la création d'une commission ad hoc s'occupant des caisses de pension. Plus particulièrement de la politique d'investissement. Avec une fortune estimée à plus de 800 milliards de francs, les caisses de pension suisses représentent un enjeu crucial pour lutter contre le réchauffement climatique et dans le financement de la transition écologique. Malheureusement, selon la dernière analyse des portefeuilles des caisses de pension réalisée par le Département fédéral à l'environnement en 2018, les actuels investissements en actions et obligations sont concentrés dans les énergies fossiles ou en activités qui contribuent au réchauffement de la planète. Alors que la Confédération s'est engagée formellement à limiter l'augmentation de la température à 1.5 degré, les caisses de pension avec leurs investissements dommageables, laissent prévoir un scénario d'une augmentation de 6.0 degrés. Autant dire une catastrophe climatique à court terme. Pour toutes ces raisons, la CGAS a élaboré une nouvelle politique en la matière. Avec la future « *Charte des syndicats composants la Communauté genevoise d'action syndicale relative aux principes d'investissement responsable des institutions de prévoyance professionnelle* », tous les représentants des employés au sein des caisses travailleront dorénavant pour un changement radical dans les placements de la fortune des retraités et futurs retraités. Des critères d'exclusion sont notamment introduits, comme par exemple l'investissement dans toutes les sociétés qui ont une part de leur revenu supérieur à 1% dérivé d'activités dans les énergies fossiles, dans le nucléaire ou dans les organismes génétiquement modifiés. D'autres critères concernent encore le respect des droits de l'homme et des droits des travailleurs, parce que les droits sont par leur nature universels et doivent être défendus partout.

Parce que nous croyons qu'un autre monde est toujours possible et nécessaire, les syndicats genevois saluent la mobilisation des jeunes et des étudiants et par leur engagement font le choix d'assurer une planète où chacun peut encore avoir sa place.

Contacts :

Alessandro Pelizzari, président CGAS, 079 817 29 04

Umberto Bandiera, président Commission CGAS LPP/Caisses de pension, 079 681 51 56

Annexe : *Charte des syndicats composants la Communauté genevoise d'action syndicale relative aux principes d'investissement responsable des institutions de prévoyance professionnelle.*

<http://www.cgas.ch/SPIP/spip.php?article3648>